

Etudiants en économie, nous nous intéressons au monde qui nous entoure. Or l'enseignement que nous recevons est étrangement déconnecté de l'histoire qui s'écrit sous nos yeux.

De cette insatisfaction est né en France le collectif étudiant PEPS-Economie, qui se mobilise "Pour un enseignement pluraliste de l'économie dans le supérieur". D'autres mouvements similaires ont vu le jour de par le monde (Canada, Etats-Unis, Allemagne, Israël, Chili, Uruguay, Argentine...).

Afin de mesurer l'ampleur du problème de l'enseignement de l'économie dans l'enseignement supérieur, et particulièrement à l'université, nous avons mené un grand travail d'enquête en recensant les programmes et *curriculae* de toutes les licences d'économie en France. Nous en tirons un triple constat, qui est à la base de notre désarroi : un manque de recul critique criant, un repli de l'enseignement sur une portion congrue de la discipline économique, et un isolement à l'égard des autres sciences sociales.

Durant les trois premières années d'enseignement, l'histoire de la pensée et des faits économiques n'est ainsi enseignée que très marginalement (moins de 1,7 % des cours proposés).

COURS D'ÉPISTÉMOLOGIE

Le recul offert par une perspective historique est pourtant fondamental, ainsi que le soulignent des économistes comme Paul Krugman ou Joseph Stiglitz. Pire : une seule licence en France propose un cours d'épistémologie, qui analyse les fondements scientifiques de la discipline, question ô combien importante en économie.

L'infime place concédée aux problèmes économiques contemporains (1,6 %) confirme enfin la difficulté à faire le lien entre enseignements théoriques et réalités concrètes. Pour le dire clairement : l'enseignement de l'économie à l'université ne parle presque pas de ce qui se passe dans le monde. C'est aberrant.

Cette absence de questionnement sur l'histoire et les méthodes de cette discipline est aggravée par l'absence de pluralisme théorique. Malgré la diversité des approches existantes, les cursus actuels font la part belle à l'école dite "néoclassique" et à ses différentes branches contemporaines (nouveaux classiques, nouveaux keynésiens, nouvelle microéconomie...), au point de favoriser la confusion entre science économique et économie néoclassique.

Or les récents événements ne permettent pas de déceler une quelconque supériorité scientifique de cette approche. Nous souhaitons que la théorie néoclassique soit pleinement enseignée, mais au même titre que d'autres écoles de pensée, aussi dynamiques que stimulantes (théorie de la régulation, économie écologique, économie complexe, économie postkeynésienne, école autrichienne...).

Enfin, l'isolement disciplinaire sclérose la réflexion. Les autres sciences sociales sont absentes des cursus universitaires en économie. Ce repli est d'autant plus préjudiciable qu'un problème économique est également un problème social et politique.

NÉCESSAIRES À LA COMPRÉHENSION

L'économie telle qu'elle est enseignée a tendance à se satisfaire de méthodes quantitatives qui, si elles sont indispensables, aboutissent à la production d'un savoir parfois trop simpliste malgré sa sophistication technique. L'idée n'est pas de remplacer les mathématiques et les statistiques, mais de ne pas se priver des outils complémentaires nécessaires à la compréhension de phénomènes complexes.

Nous revendiquons donc un triple pluralisme.

Pluralisme critique d'abord : il est fondamental d'offrir aux étudiants un recul sur la discipline elle-

même, notamment à travers l'enseignement de l'épistémologie et de l'histoire de la pensée et des faits économiques.

Pluralisme théorique ensuite : les différentes écoles de pensée doivent être enseignées avec rigueur afin de promouvoir une émulation scientifique entre ces courants théoriques et d'offrir une pluralité de vues aux étudiants.

SCIENCE SOCIALE

Pluralisme disciplinaire enfin : l'économie est une science sociale. Pour rendre compte de dynamiques complexes, les disciplines voisines de l'économie offrent des approches et des outils d'analyse féconds.

Refusant de rester inactifs, nous avons pris appui sur notre analyse critique pour être force de proposition. Nous avons élaboré une maquette alternative d'enseignements en licence d'économie, fondée sur ce triple pluralisme et l'envie de croiser les apports des différentes approches. Nous proposons ainsi une problématisation par objets, organisée autour de grands thèmes, à l'instar de ce qui se faisait dans les cours de sciences économiques et sociales dans l'enseignement secondaire.

L'enseignement de l'économie est un enjeu démocratique. Nos sociétés ont besoin d'économistes capables d'imaginer des politiques diverses, de contribuer au débat public en diffusant les éléments de réflexion nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté éclairée, afin que tous puissent se forger un avis.

Aujourd'hui l'enseignement de l'économie ne le permet pas, et l'urgence et la persistance de la crise que nous traversons impose de le refonder.

D'après le collectif PEPS, paru dans *Le Monde* du 2 avril 2013